

LES MALOUINES, ENTRE PETROLE ET DIPLOMATIE

Vingt-huit ans après la guerre des Malouines (Falklands), ces îles restent au cœur d'un différend entre la Grande-Bretagne et l'Argentine. En février dernier, l'annonce de forages pétroliers par une société britannique au large de l'archipel a ravivé la tension entre les deux pays. Les résultats de ces prospections sont attendus prochainement.

LES ILES DE LA DISCORDE

Le contentieux au sujet des îles Malouines, situées à 500 km des côtes argentines, remonte à l'installation, en 1833, d'une colonie britannique sur cet archipel revendiqué par Buenos Aires. Après une longue période de négociations entamées au début des années 1960 dans le cadre du processus de décolonisation, des troupes argentines débarquent dans les îles et en prennent possession en avril 1982. Les Britanniques répliquent en force. Une guerre de 100 jours coûte la vie à 649 militaires argentins et 255 britanniques. La reddition des forces argentines provoque l'effondrement de la junte militaire.

Sur le plan militaire, le conflit de 1982, particulièrement intense, a vu la combinaison d'opérations aéronavales et terrestres riches d'enseignements. Il consacra en effet, pour la marine britannique, le besoin de projeter des forces pour faire respecter la souveraineté et l'intérêt de l'appui aérien, des sous-marins d'attaque et des forces spéciales. Il illustra également les limites des porte-aéronefs comparés aux porte-avions, ainsi que la vulnérabilité des navires de surface aux missiles.

La Grande-Bretagne et l'Argentine ont rétabli des relations diplomatiques complètes en 1990, mais Buenos Aires continue à revendiquer la souveraineté sur les Malouines.

ODEUR DE BRUT

Amorcée le 22 février dernier à 160 km au nord de l'archipel, la campagne d'exploration menée par la société Desire Petroleum vise à évaluer les ressources exploitables en vue d'une mise en production qui n'interviendrait pas avant plusieurs années.

Des compagnies britanniques ont déjà effectué, dans les années 1970, puis à la fin des années 1990, des prospections mettant en évidence des indices de pétrole et de gaz. Les recherches avaient été abandonnées en raison du faible coût de l'or noir (au-dessous de 20 dollars le baril). La quantité de pétrole présente dans le sous-sol de la zone économique exclusive des îles Malouines est donc indéterminée. Selon une étude de la British Geological Society réalisée en 1996, elle serait aussi importante que celle décelée dans la mer du Nord : 60 milliards de barils. Aujourd'hui, avec un baril à plus de 70 dollars, l'exploitation de ces réserves pourrait être rentable, d'autant que la profondeur des eaux est assez faible (entre 400 et 1 200 m).



Plate-forme pétrolière *Ocean Guardian*

OFFENSIVE DIPLOMATIQUE

Avec cette nouvelle prospection pétrolière, l'Argentine considère que Londres viole les résolutions de l'ONU appelant les parties à dialoguer et à ne prendre aucune décision unilatérale susceptible d'aggraver leur différend. La présidente Cristina Kirchner, qui a déclaré que l'Argentine n'entreprendrait pas d'action militaire, a signé un décret qui oblige tous les navires se dirigeant vers l'archipel à demander l'autorisation de naviguer dans les eaux argentines. Le gouvernement britannique a répliqué que les règles en vigueur dans les eaux argentines n'affectaient pas les eaux des Falklands. Il a également menacé Buenos Aires de faire intervenir les forces déployées sur place (1 500 hommes et des aéronaves) si le trafic maritime était interrompu. Un destroyer de type 42 a aussi été mis en alerte et, selon la presse britannique, le sous-marin d'attaque HMS *Sceptre* aurait été envoyé dans la région.

Sur le front diplomatique, l'Argentine a reçu l'appui du Groupe de Rio réunissant 32 dirigeants d'Amérique latine et des Caraïbes. Ceux-ci ont condamné à l'unanimité le projet britannique et ont jugé « légitime » la réclamation de souveraineté de l'Argentine sur les îles. Pour sa part, la Grande-Bretagne n'a obtenu qu'un faible soutien des États-Unis : l'administration Obama a refusé de déclarer la recherche de pétrole dans la région conforme au droit international et a qualifié ce différend de « question bilatérale ». Le 1^{er} mars, madame Clinton a proposé sa médiation. La Grande-Bretagne, qui estime être en accord avec le droit international, reste cependant opposée à toute médiation.